

"Lobbying" du Burundi pour désigner le Rwanda comme l'ennemi public N°1

RFI, 20-05-2016 Burundi : « un plan rwandais de déstabilisation est une vision biaisée du régime » Nouvelle charge diplomatique du Burundi contre le Rwanda. Les autorités viennent de publier un document de 25 pages, un mémorandum pour expliquer comment Kigali essaie de déstabiliser le régime en place à Bujumbura. Thierry Vircoulon, analyste à l'International Crisis Group, décrypte ce document pour RFI.

« Ce rapport fait partie des efforts de lobbying du régime burundais pour désigner le Rwanda comme l'ennemi public N° 1. Des efforts de lobbying en direction d'Addis Abeba, New York et la communauté internationale. C'est le type de discours qu'on entend en interne au Burundi. » Ecouter Thierry Vircoulon sur RFI Dans un rapport, le Burundi accuse le Rwanda de chercher à la déstabiliser Les autorités du Burundi accusent une fois encore le Rwanda d'actes d'agression. Cette fois, elles publient un rapport entier sur la question. Vingt-cinq pages pour démontrer comment le Rwanda s'ingère dans les affaires burundaises et arme des groupes rebelles, pour déstabiliser le régime de Pierre Nkurunziza. Publié un an après la tentative de coup d'Etat de mai 2015, ce rapport commence par un rappel d'histoire. Il remonte jusqu'en 1959. Cette année-là, de milliers de Rwandais se sont réfugiés au Burundi après des massacres dans leur pays. Le rapport parle de « quartiers littéralement envahis » par des Tutsis à Bujumbura. Et assure qu'il s'agit des quartiers qui contestent aujourd'hui et depuis un an le 3^e mandat du président Nkurunziza. Selon le rapport, il ne s'agit d'ailleurs que d'un prétexte, les manifestations sont qualifiées « d'insurrection ». Et le texte assure que les violences ont commencé bien avant la campagne électorale l'année dernière. Des attaques menées par des groupes rebelles, derrière lesquels se trouverait donc le Rwanda. Pourquoi ? Parce que le régime de Paul Kagame se sentirait menacé par le processus de conciliation mené au Burundi et par le système politique, basé sur des quotas ethniques. Une conséquence selon le rapport, alors qu'au Rwanda, le débat n'a jamais eu lieu. Selon Bujumbura, le régime en place à Kigali tire sa légitimité de la distorsion des mémoires. C'est pour cela, conclut le texte, que le Rwanda cherche à déstabiliser son voisin.